



**Procès-verbal de la séance ordinaire du conseil de la
Municipalité du canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est tenue le
lundi 10 août 2020 à la salle du Conseil municipal du centre F.P. Adams à 18h30.**

Étaient présents : M. David Ferguson
M. Daniel Charest
M. Lucien Leblanc
M. Bertrand Breton
M. Francis Levesque
Mme Mélanie Côté

Était absente : Mme Chantal Lebel

Quorum : le quorum est constaté.

M. David Ferguson, maire, préside la séance.

M. Hervé Esch, directeur général et secrétaire-trésorier agit à titre de secrétaire d'assemblée.

Résolution n° 2020 - 08 - 001 Lecture et acceptation de l'ordre du jour

M. Hervé Esch fait la lecture de l'ordre du jour :

1. Adoption de l'ordre du jour
2. Période de questions
3. Adoption des procès-verbaux des 13 et 30 juillet 2020
4. Administration
 - 4.1. Liste des comptes payés - juillet 2020
 - 4.2. Présentation des comptes à payer - juillet 2020
 - 4.3. Rapport de trésorerie - juillet 2020
5. Correspondance
 - 5.1. MTQ - Vitesse chemin Kempt
6. Projet de règlement n° 2020-002 relatif à la vitesse sur le chemin Sillars
7. Réfection chemin Sillars - Secteur Matapédia
8. Règlement n° 2020-001 concernant les chiens - Adoption
9. Aquila D'Amours - Fin du projet
10. Collecte déchets domestiques et conteneurs écocentre - Offres de service
11. Études érosion rivière Kempt
12. Varia
13. Levée de l'assemblée

Il est PROPOSÉ par M. Bertrand Breton

Et RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil présents

QUE, l'ordre du jour de la séance ordinaire tenue le lundi 10 août 2020 soit accepté tel que présenté.

2020 - 08 - 002 Période de questions

Aucun citoyen n'est présent.

Résolution n° 2020 - 08 - 003 Adoption des procès-verbaux des 13 et 30 juillet 2020

Il est PROPOSÉ par M. Francis Levesque

Et RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil présents

QUE les procès-verbaux des séances des 13 et 30 juillet 2020 soient adoptés tels que présentés.

2020 - 08 - 004 Administration

2020 - 08 - 004 - 1 Liste des comptes payés - juillet 2020

Les comptes payés au mois de juillet 2020 sont révisés et acquiescés pour un montant total de 35 631,44 \$.

Résolution n° 2020 - 08 - 004 - 2 Présentation des comptes à payer - juillet 2020

Il est PROPOSÉ par M. Lucien Leblanc
Et RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil présents

QUE les comptes suivants soient payés :

<u>Fournisseurs</u>	<u>Montant</u>
ALINE SOUCY	210.00
ALPHONSE BERNARD INC.	10 635.19
BOUFFARD SANITAIRE INC.	675.23
CROIX ROUGE CANADIENNE	170.00
CSE INCENDIE ET SÉCURITÉ	3 358.31
DONALD LEBOURQUE	150.00
ENTREPRISES LAURÉAT GALLANT	620.87
FERME R&E LAGACÉ ENR.	1 807.99
HERVÉ ESCH	14.52
HYDRO-QUEBEC	422.04
JEAN-GUY CYR INC.	1 041.33
JEAN-LUC LANDRY	120.00
KENT	633.99
MRC D'AVIGNON	400.85
PIÈCES D'AUTO BM	38.81
RPM MARINE & ENGINE REPAIR INC.	604.44
MUNICIPALITÉ DE ST-ALEXIS-DE-MATAPÉDIA	395.75
MUNICIPALITÉ DE SAINT-ALPHONSE	1 015.00
SERGE DENIS DÉNEIGEMENT ET TERRASSEMENT	700.00
TELUS	129.29
TÉLÉCOMMUNICATION DE L'EST	36.67
VISA DESJARDINS	101.00
Total à payer	23 281.28

Je, soussigné, Hervé Esch, directeur général et secrétaire-trésorier, atteste en vertu du présent certificat, que la Municipalité du canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est dispose des crédits suffisants pour payer le total inscrit sur la liste des comptes à payer pour approbation au 10 août 2020.

Hervé Esch

Directeur général et secrétaire-trésorier

2020 - 08 - 004 - 3 Rapport de trésorerie - juillet 2020

Le rapport de trésorerie est présenté tel que suit :

Solde d'ouverture	juillet 2020	47 671.62
<u>Revenus</u>		79 895.82
Taxes municipales	26 112.61	
Transferts reçus	394.00	
Autres revenus	53 389.21	

<u>Dépenses</u>		-	58 059.40
Fournisseurs	22 001.71		
Salaires et cotisations	35 752.69		
Autres dépenses	250.00		
Frais bancaires	55.00		
Solde de clôture	juillet 2020		<u>69 508.04</u>
Évolution	juillet 2020	+	<u>21 836.42</u>

2020 - 08 - 005 Correspondance

2020 - 08 - 005 - 1 MTQ - Vitesse chemin Kempt

Pour faire suite à la demande de la municipalité d'abaisser la limite de vitesse à 40 km/h sur la portion du chemin Kempt sous la juridiction du Ministère des Transports du Québec, le MTQ, après étude faite par ses ingénieurs, fait part de sa décision de régler la vitesse à 50 km/h sur la portion allant de la route 132 jusqu'à la ligne d'Hydro Québec et à 70 km/h sur la portion suivante jusqu'au bout du chemin sous sa juridiction.

2020 - 08 - 005 - 2 MTQ - Feux clignotants coin chemin Kempt / route 132

Une correspondance du Ministère des Transports du Québec faisant suite à la demande de la municipalité d'installer un feu de circulation clignotant à l'intersection du chemin Kempt et de la route 132 est présentée.

Après étude par les ingénieurs du ministère, les conditions requises pour l'installation d'un tel aménagement ne sont pas rencontrées. La demande de la municipalité est donc rejetée.

Résolution n° 2020 - 08 - 006 **Projet de règlement n° 2020-002 relatif à la vitesse sur le chemin Sillars**

Avis de motion **AVIS DE MOTION** est donné par le conseiller Daniel Charest que le règlement n° 2020-002 relatif à la vitesse sur le chemin Sillars sera adopté à une séance ultérieure du conseil de la municipalité du canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est.

Résolution **CONSIDÉRANT** le projet de règlement n° 2020-002 relatif à la vitesse sur le chemin Sillars ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par M. Daniel Charest

Et RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil présents

QUE soit actés la présentation et le dépôt du projet de règlement n° 2020-002 relatif à la vitesse sur le chemin Sillars.

Résolution n° 2020 - 08 - 007 **Réfection chemin Sillars - Secteur Matapédia**

CONSIDÉRANT l'estimé budgétaire soumis par la Municipalité de Matapédia concernant la réfection du chemin Sillars sur la portion située sur son territoire ;

CONSIDÉRANT QUE cette partie du chemin Sillars est à l'usage des résidents du chemin Sillars situés sur le territoire de la Municipalité du canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est ; la Municipalité de Matapédia n'ayant aucun résident le long de la portion lui appartenant ;

CONSIDÉRANT QUE le Ministère des Transport du Québec a donné son accord pour une aide financière à la hauteur de 90 % des coûts concernant ces travaux de réfection ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par M. Bertrand Breton

Et RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil présents

QUE la Municipalité du canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est propose à la Municipalité de Matapédia de contribuer à la hauteur de 50 % du reste à charge municipal ;

QUE ce montant sera défrayé directement du fonds carrières et sablières de la Municipalité du canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est.

Résolution n° 2020 - 08 - 008 Règlement n° 2020-001 concernant les chiens - Adoption

CONSIDÉRANT QUE la *Loi sur les compétences municipales* prévoit le pouvoir pour une municipalité d'adopter des règlements en matière de sécurité, ce qui inclus la gestion des chiens sur son territoire ;

CONSIDÉRANT QUE la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* prévoit que les municipalités sont en charge d'appliquer le Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens et que ce règlement dicte des normes minimales qui doivent être suivies dans les règlements municipaux ;

CONSIDÉRANT QUE le *Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* autorise la perception de frais annuels d'enregistrements pour la garde de chiens ;

CONSIDÉRANT QU' il est opportun de l'avis du Conseil municipal de légiférer en vue de réglementer les chiens sur le territoire de la Municipalité ;

CONSIDÉRANT QU' un avis de motion du présent règlement a été donné le 13 juillet 2020 et qu'un projet dudit règlement a été déposé séance tenante ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par M. Francis Levesque

Et RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil présents

QUE le règlement 2020-001 concernant les chiens soit adopté, statuant et décrétant ce qui suit :

SECTION I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1 PRÉAMBULE

Le préambule ci-dessus mentionné fait partie intégrante du présent règlement comme s'il était au long récit.

ARTICLE 2 DÉFINITIONS

Chien :

Tout chien, mâle ou femelle, se trouvant dans les limites de la Municipalité.

Chiot :

Chien de moins de 6 mois gardé dans un élevage ou chien de moins de 3 mois.

Chiens potentiellement dangereux :

Chien ayant été déclaré potentiellement dangereux par une autorité municipale conformément à une disposition découlant des pouvoirs octroyés par la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens.

Chien errant :

Chien qui se trouve sans autorisation sur un terrain privé n'appartenant pas à son gardien ou son propriétaire ou sur un terrain public et ne se trouvant pas sous le contrôle de son propriétaire.

Inspecteur :

Employé et/ou fonctionnaire municipal et/ou organisme canin désigné par résolution de la Municipalité pour l'application du présent règlement.

Municipalité :

Municipalité du canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est.

ARTICLE 3 APPLICATION

Le présent règlement ne s'applique pas aux chiens suivants :

1. un chien dont une personne a besoin pour l'assister et qui fait l'objet d'un certificat valide attestant qu'il a été dressé à cette fin par un organisme professionnel de dressage de chiens d'assistance ;
2. un chien d'une équipe cynophile au sein d'un corps de police ;
3. un chien utilisé dans le cadre des activités du titulaire d'un permis délivré en vertu de la *Loi sur la sécurité privée (chapitre S-3.5)* ;
4. un chien utilisé dans le cadre des activités d'un agent de protection de la faune.

ARTICLE 4

La Municipalité peut désigner un fonctionnaire ou un employé de la municipalité pour agir comme inspecteur ou enquêteur sur le territoire de cette municipalité aux fins de veiller à l'application du présent règlement.

Un fonctionnaire ou un employé ainsi désigné doit, sur demande, s'identifier et exhiber le certificat attestant sa qualité. Il ne peut être poursuivi en justice pour les actes qu'il accomplit de bonne foi dans l'exercice de ses fonctions.

ARTICLE 5

La Municipalité peut conclure une entente avec toute personne afin que celle-ci assure le respect du présent règlement. La personne avec laquelle la municipalité conclut une entente ainsi que ses employés ont les pouvoirs des fonctionnaires ou employés de la municipalité désignés aux seules fins de l'application de ce règlement.

ARTICLE 6

Tout règlement municipal comportant une norme moins sévère que celle prévue par le Règlement d'application de la Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens est réputé modifié et la norme du règlement municipal remplacée par celle établie par le règlement pris en vertu de la loi.

ARTICLE 7

Tout membre d'un corps de police assurant des services policiers sur le territoire où le présent règlement est en vigueur est également autorisé à veiller à l'application des dispositions du présent règlement dont la violation constitue une infraction.

SECTION II SIGNALEMENT DE BLESSURES INFLIGÉES PAR UN CHIEN**ARTICLE 8**

Tout médecin ou médecin-vétérinaire doit signaler sans délais à la Municipalité toute blessure causée par un chien conformément aux dispositions du Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens*.

SECTION III DÉCLARATIONS DE CHIENS POTENTIELLEMENT DANGEREUX ET ORDONNANCES À L'ÉGARD DES PROPRIÉTAIRES OU GARDIENS DE CHIENS

ARTICLE 9

Lorsqu'il existe des motifs raisonnables de croire qu'un chien constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique, la Municipalité peut exiger que son propriétaire ou gardien le soumette à l'examen d'un médecin vétérinaire choisi par la Municipalité afin que son état et sa dangerosité soient évalués.

ARTICLE 10

La Municipalité avise le propriétaire ou gardien du chien, lorsque celui-ci est connu, de la date, de l'heure et du lieu où il doit se présenter avec le chien pour l'examen ainsi que des frais qu'il devra déboursier pour celui-ci.

ARTICLE 11

Le médecin vétérinaire transmet son rapport à la Municipalité dans les meilleurs délais. Le rapport est propriété de la Municipalité et toute autre personne intéressée doit en faire la demande à celle-ci pour en obtenir copie. Il doit contenir son avis concernant le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique. Le rapport doit spécifier si le chien devrait être déclaré potentiellement dangereux.

Le rapport peut également contenir des recommandations sur d'autres mesures à appliquer si les circonstances le justifient parmi celles spécifiées à l'article 15.

ARTICLE 12

Un chien qui a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure peut également être déclaré potentiellement dangereux par la Municipalité. Dans ce cas, l'examen par un médecin vétérinaire aux conditions prévues aux articles 10 et 11 seront obligatoires, faute de quoi le chien pourra être automatiquement déclaré potentiellement dangereux.

ARTICLE 13

Sauf pour le cas prévu à l'article 12, un chien peut être déclaré potentiellement dangereux par la municipalité locale qui est d'avis, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique.

ARTICLE 14

La Municipalité ordonne au propriétaire ou gardien d'un chien ayant sa résidence principale sur son territoire qui a mordu ou attaqué une personne et qui a causé sa mort ou lui a infligé une blessure grave de faire euthanasier ce chien. Elle doit également faire euthanasier un tel chien dont le propriétaire ou gardien est inconnu ou introuvable.

Jusqu'à l'euthanasie, un chien visé au premier alinéa doit en tout temps être muselé au moyen d'une muselière-panier lorsqu'il se trouve à l'extérieur de la résidence de son propriétaire ou gardien.

Pour l'application du présent article, constitue une blessure grave toute blessure physique pouvant entraîner la mort ou résultant en des conséquences physiques importantes.

ARTICLE 15

La Municipalité peut, lorsque des circonstances le justifient, ordonner au propriétaire ou gardien d'un chien de se conformer à une ou plusieurs des mesures suivantes :

1. soumettre le chien à une ou plusieurs des normes prévues à la section IV ou à toute autre mesure qui vise à réduire le risque que constitue le chien pour la santé ou la sécurité publique ;
2. faire euthanasier le chien ;
3. se départir du chien ou de tout autre chien ou lui interdire de posséder, d'acquérir, de garder ou d'élever un chien pour une période qu'elle détermine.

L'ordonnance doit être proportionnelle au risque que constitue le chien ou le propriétaire ou gardien pour la santé ou la sécurité publique

ARTICLE 16

Sur recommandation du vétérinaire, avant qu'un chien ne soit euthanasié en vertu d'une exigence du présent règlement, la Municipalité peut exiger que l'animal soit gardé vivant en observation 10 jours, selon un protocole reconnu, aux frais de son propriétaire afin de déceler les risques de rage chez celui-ci.

ARTICLE 17

La Municipalité doit, avant de déclarer un chien potentiellement dangereux en vertu des articles 14 ou 15, ou de rendre une ordonnance en vertu du présent règlement, aviser le propriétaire ou gardien du chien de son intention ainsi que des motifs sur lesquels celle-ci est fondée. Ce dernier pourra produire des documents ou faire part de ses commentaires pour compléter son dossier dans un délais maximal de 15 jour suivant l'avis.

ARTICLE 18

Toute décision de la Municipalité est transmise par écrit au propriétaire ou gardien du chien. Lorsqu'elle déclare un chien potentiellement dangereux ou rend une ordonnance, la décision est motivée par écrit et fait référence à tout document ou renseignement que la municipalité locale a pris en considération.

La déclaration ou l'ordonnance est notifiée au propriétaire ou gardien du chien et indique le délai dont il dispose pour s'y conformer. Avant l'expiration de ce délai, le propriétaire ou gardien du chien doit, sur demande de la Municipalité, lui démontrer qu'il s'est conformé à l'ordonnance. À défaut, celui-ci est présumé ne pas s'y être conformé. Dans ce cas, la Municipalité le met en demeure de se conformer dans un délai donné et lui indique les conséquences de son défaut.

ARTICLE 19

Les pouvoirs de la Municipalité de déclarer un chien potentiellement dangereux et de rendre des ordonnances en vertu du présent règlement incluant les demandes d'examen par un médecin vétérinaire s'exercent à l'égard des chiens dont le propriétaire ou gardien a sa résidence principale sur son territoire.

Toutefois, une déclaration ou une ordonnance rendue par la Municipalité s'applique sur l'ensemble du territoire du Québec.

ARTICLE 20

La Municipalité peut partager toute information concernant un chien avec une autre municipalité ayant juridiction sur celui-ci sans l'autorisation de son gardien ou propriétaire lorsque cette information est nécessaire pour appliquer tout règlement adopté en vertu de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens*.

SECTION IV NORMES RELATIVES À L'ENCADREMENT ET À LA POSSESSION DES CHIENS

1. NORMES APPLICABLES À TOUS LES CHIENS

ARTICLE 21

Le propriétaire ou gardien d'un chien doit l'enregistrer auprès de la municipalité locale de sa résidence principale dans un délai de 30 jours de l'acquisition du chien, de l'établissement de sa résidence principale dans la Municipalité ou du jour où le chien atteint l'âge de 3 mois. Dans les cas où un gardien et un propriétaire existent et n'habitent pas la même résidence, le chien doit être enregistré à la résidence où il passe la majorité du temps.

Malgré le premier alinéa, l'obligation d'enregistrer un chien :

1. s'applique à compter du jour où le chien atteint l'âge de 6 mois lorsqu'un éleveur de chiens est propriétaire ou gardien du chien ;
2. ne s'applique pas à une animalerie, un établissement vétérinaire, un établissement d'enseignement ou un établissement qui exerce des activités de recherche ainsi qu'à une fourrière, un service animalier, un refuge ou toute personne ou organisme voué à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 19 de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1)*.

Le propriétaire ou gardien d'un chien doit acquitter les frais annuels d'enregistrement fixés par la Municipalité.

ARTICLE 22

Sauf pour les éleveurs de chiens et les entités mentionnées au paragraphe 2 du 2eme alinéa de l'article 21, il est interdit à quiconque de posséder plus de 3 chiens sur le territoire de la Municipalité.

ARTICLE 23

Les frais d'enregistrements de chiens sont de 20 \$ par année par chien. Les frais pour les éleveurs de chiens sont limités à 100 \$ par année. Tout chien doit quand même être enregistré et porter une médaille.

ARTICLE 24

Le propriétaire ou gardien du chien doit fournir, pour l'enregistrement de ce dernier, les renseignements et documents suivants :

1. son nom et ses coordonnées ;
2. la race ou le type, le sexe, la couleur, l'année de naissance, le nom, les signes distinctifs, la provenance du chien et si son poids est de 20 kg et plus ;
3. lorsqu'exigé par règlement, la preuve que le statut vaccinal du chien contre la rage est à jour, qu'il est stérilisé et micro-pucé ainsi que le numéro de la micropuce, ou un avis écrit d'un médecin vétérinaire indiquant que la vaccination, la stérilisation ou le micro-puçage est contre-indiqué pour le chien ;
4. s'il y a lieu, le nom des municipalités où le chien a déjà été enregistré ainsi que toute décision à l'égard du chien ou à son égard rendue par une municipalité locale en vertu du présent règlement ou d'un règlement municipal concernant les chiens.

ARTICLE 25

L'enregistrement d'un chien dans la Municipalité subsiste tant que le chien et son propriétaire ou gardien demeurent les mêmes.

Le propriétaire ou gardien d'un chien doit informer la Municipalité de toute modification aux renseignements fournis en application de l'article 24.

ARTICLE 26

La Municipalité remet au propriétaire ou gardien d'un chien enregistré une médaille comportant le numéro d'enregistrement du chien. Un chien doit porter la médaille remise par la Municipalité afin d'être identifiable en tout temps.

ARTICLE 27

Dans un endroit public, un chien doit en tout temps être sous le contrôle d'une personne capable de le maîtriser.

Sauf dans une aire d'exercice canin ou lors de sa participation à une activité canine, notamment la chasse, une exposition, une compétition ou un cours de dressage, un chien doit également être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,85 m. Un chien de 20 kg et plus doit en outre porter en tout temps, attaché à sa laisse, un licou ou un harnais.

ARTICLE 28

Un chien ne peut se trouver sur une propriété appartenant à une personne autre que son propriétaire ou gardien, à moins que la présence du chien ait été autorisée expressément.

ARTICLE 29

Un chien ne peut se trouver dans un lieu public où leur présence est spécifiquement interdite par une affiche.

ARTICLE 30

Un chien déclaré potentiellement dangereux doit en tout temps avoir un statut vaccinal à jour contre la rage, être stérilisé et micro-pucé, à moins d'une contre-indication pour le chien établie par un médecin vétérinaire

ARTICLE 31

Un chien déclaré potentiellement dangereux ne peut être gardé en présence d'un enfant de 10 ans ou moins que s'il est sous la supervision constante d'une personne âgée de 18 ans et plus.

ARTICLE 32

Un chien déclaré potentiellement dangereux doit être gardé au moyen d'un dispositif qui l'empêche de sortir des limites d'un terrain privé qui n'est pas clôturé ou dont la clôture ne permet pas de l'y contenir. L'installation de toute clôture devra être conforme au règlement d'urbanisme en vigueur. En outre, une affiche doit également être placée à un endroit permettant d'annoncer à une personne qui se présente sur ce terrain la présence d'un chien déclaré potentiellement dangereux. Cette affiche sera fournie par la Municipalité et doit être installée telle quelle. Cette affiche doit être visible et maintenue en bon état en tout temps.

ARTICLE 33

Dans un endroit public, un chien déclaré potentiellement dangereux doit porter en tout temps une muselière-panier. De plus, il doit y être tenu au moyen d'une laisse d'une longueur maximale de 1,25 m, sauf dans une aire d'exercice canin.

SECTION V INSPECTION ET SAISIE

1. INSPECTION

ARTICLE 34

Aux fins de veiller à l'application des dispositions du présent règlement, un inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'un chien se trouve dans un lieu ou dans un véhicule peut, dans l'exercice de ses fonctions :

1. pénétrer à toute heure raisonnable dans ce lieu et en faire l'inspection ;
2. faire l'inspection de ce véhicule ou en ordonner l'immobilisation pour l'inspecter ;
3. procéder à l'examen de ce chien ;
4. prendre des photographies ou des enregistrements ;
5. exiger de quiconque la communication, pour examen, reproduction ou établissement d'extrait, de tout livre, compte, registre, dossier ou autre document, s'il a des motifs raisonnables de croire qu'il contient des renseignements relatifs à l'application du présent règlement ;
6. exiger de quiconque tout renseignement relatif à l'application du présent règlement.

Lorsque le lieu où le véhicule est inoccupé, l'inspecteur y laisse un avis indiquant son nom, le moment de l'inspection ainsi que les motifs de celle-ci.

ARTICLE 35

Un inspecteur qui a des motifs raisonnables de croire qu'un chien se trouve dans une maison d'habitation peut exiger que le propriétaire ou l'occupant des lieux lui montre le chien. Le propriétaire ou l'occupant doit obtempérer sur-le-champ.

L'inspecteur ne peut pénétrer dans la maison d'habitation qu'avec l'autorisation de l'occupant ou, à défaut, qu'en vertu d'un mandat de perquisition délivré par un juge, sur la foi d'une déclaration sous serment faite par l'inspecteur énonçant qu'il a des motifs raisonnables de croire qu'un chien qui constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique se trouve dans la maison d'habitation, autorisant, aux conditions qu'il y indique, cet inspecteur à y pénétrer, à saisir ce chien et à en disposer conformément aux dispositions de la présente section. Ce mandat peut être obtenu conformément à la procédure prévue au *Code de procédure pénale (chapitre C-25.1)* en faisant les adaptations nécessaires.

Tout juge de la Cour du Québec ou d'une cour municipale ou tout juge de paix magistrat a compétence pour délivrer un mandat de perquisition en vertu du deuxième alinéa.

ARTICLE 36

L'inspecteur peut exiger que le propriétaire, le gardien ou le responsable d'un véhicule ou d'un lieu qui fait l'objet d'une inspection, ainsi que toute personne qui s'y trouve, lui prête assistance dans l'exercice de ses fonctions.

2. SAISIE

ARTICLE 37

Un inspecteur peut saisir un chien dont le propriétaire ou le gardien a sa résidence principale sur son territoire aux fins suivantes :

1. le soumettre à l'examen d'un médecin vétérinaire conformément à l'article 9 lorsqu'il a des motifs raisonnables de croire qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique ;
2. le soumettre à l'examen exigé par la Municipalité lorsque son propriétaire ou gardien est en défaut de se présenter à l'examen conformément à l'avis transmis en vertu de l'article 10 ;
3. faire exécuter une ordonnance rendue par la municipalité locale en vertu du présent règlement lorsque le délai prévu au deuxième alinéa de l'article 18 pour s'y conformer est expiré.

ARTICLE 38

L'inspecteur a la garde du chien qu'il a saisi. Il peut détenir le chien saisi ou en confier la garde à une personne dans un établissement vétérinaire ou dans un refuge, dans un service animalier, dans une fourrière ou dans un lieu tenu par une personne ou un organisme voué à la protection des animaux titulaire d'un permis visé à l'article 19 de la *Loi sur le bien-être et la sécurité de l'animal (chapitre B-3.1)*.

ARTICLE 39

La garde du chien saisi est maintenue jusqu'à ce qu'il soit remis à son propriétaire ou gardien.

Sauf si le chien a été saisi pour exécuter une ordonnance rendue en vertu du premier alinéa de l'article 14 ou du paragraphe 2° ou 3° du premier alinéa de l'article 15 ou si la Municipalité rend une ordonnance en vertu d'une de ces dispositions, il est remis à son propriétaire ou gardien lorsque survient l'une ou l'autre des situations suivantes :

1. dès que l'examen du chien a été réalisé, lorsque le médecin vétérinaire est d'avis qu'il ne constitue pas un risque pour la santé ou la sécurité publique, ou dès que l'ordonnance a été exécutée ;
2. lorsqu'un délai de 90 jours s'est écoulé depuis la date de la saisie sans que le chien n'ait été déclaré potentiellement dangereux ou, avant l'expiration de ce délai, si l'inspecteur est avisé qu'il n'y a pas lieu de déclarer le chien potentiellement dangereux ou que le chien a été déclaré potentiellement dangereux.

ARTICLE 40

Les frais de garde engendrés par une saisie sont à la charge du propriétaire ou gardien du chien, incluant notamment les soins vétérinaires, les traitements, les interventions chirurgicales et les médicaments nécessaires pendant la saisie ainsi que l'examen par un médecin vétérinaire, le transport, l'euthanasie ou la disposition du chien.

ARTICLE 41

Les frais encourus pour recueillir un chien, un chiot ou un chien dangereux errant devront être remboursés et payés par le propriétaire connu de ce chien.

Dans le cas où le propriétaire est inconnu, la Municipalité doit supporter les frais à même son fonds général.

ARTICLE 42

Un chien saisi ou recueilli et non réclamé par son propriétaire ou son gardien, à la fin d'une période de 48 heures à compter de la prise en charge par l'inspecteur, peut être vendu, donné en adoption ou euthanasié.

SECTION VI DISPOSITIONS PÉNALES

ARTICLE 43

Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'article 10 ou ne se conforme pas à une ordonnance rendue en vertu des articles 14 ou 15 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 10 000 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 2 000 \$ à 20 000 \$, dans les autres cas.

ARTICLE 44

Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'un ou l'autre des articles 21 à 26 est passible d'une amende de 250 \$ à 750 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 500 \$ à 1 500 \$, dans les autres cas.

ARTICLE 45

Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des articles 27 à 29 est passible d'une amende de 500 \$ à 1 500 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 1 000 \$ à 3 000 \$, dans les autres cas.

ARTICLE 46

Les montants minimal et maximal des amendes prévues aux articles 43 à 45 sont portés au double lorsque l'infraction concerne un chien déclaré potentiellement dangereux.

ARTICLE 47

Le propriétaire ou gardien d'un chien qui contrevient à l'une ou l'autre des dispositions des articles 30 à 33 est passible d'une amende de 1 000 \$ à 2 500 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 2 000 \$ à 5 000 \$, dans les autres cas.

ARTICLE 48

Le propriétaire ou gardien d'un chien qui fournit un renseignement faux ou trompeur ou un renseignement qu'il aurait dû savoir faux ou trompeur relativement à l'enregistrement d'un chien est passible d'une amende de 250 \$ à 750 \$, s'il s'agit d'une personne physique, et de 500 \$ à 1 500 \$, dans les autres cas.

ARTICLE 49

Quiconque entrave de quelque façon que ce soit l'exercice des fonctions de toute personne chargée de l'application du présent règlement, la trompe par réticences ou fausses déclarations ou refuse de lui fournir un renseignement qu'elle a droit d'obtenir en vertu du présent règlement est passible d'une amende de 500 \$ à 5 000 \$.

ARTICLE 50

En cas de récidive, les montants minimal et maximal des amendes prévues par la présente section sont portés au double.

SECTION VII DISPOSITION ADMINISTRATIVES

ARTICLE 51

Le montant de l'amende imposée par le présent règlement est recouvré avec frais sur poursuite sommaire conformément à la *Loi sur les poursuites sommaires, chapitre P-15*, et ses amendements à date et cette amende recouvrée appartient à la Municipalité.

ARTICLE 52 ENTRÉE EN VIGUEUR

Ce présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Adopté à Ristigouche-Partie-Sud-Est ce 10^e jour d'août 2020.

Résolution n°

2020 - 08 - 009

Aquila D'Amours - Fin du projet

CONSIDÉRANT le projet d'intégration à l'emploi en partenariat avec l'organisme Semo Gaspésie-Les-Îles pour l'embauche de M. Aquila d'Amours ;

CONSIDÉRANT QU' après une semaine d'essai, certains employés municipaux ont fait part de l'impossibilité pour eux d'effectuer une suivi adéquat et sécuritaire du projet ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par M. Francis Levesque

Et RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil présents

QUE la municipalité du canton de Ristigouche-Partie-Sud-Est mette fin au projet et en avise les personnes et l'organisme concernés.

2020 - 08 - 010

Collecte déchets domestiques et conteneurs écocentre -

Le point est reporté à une séance ultérieure.

Résolution n° 2020 - 08 - 011 Études érosion rivière Kempt

CONSIDÉRANT l'offre de service de l'entreprise Pesca Environnement relative à la protection des berges de la rivière Kempt ;

EN CONSÉQUENCE,

Il est PROPOSÉ par Mme Mélanie Côté

Et RÉSOLU à l'unanimité des membres du conseil présents

QUE la municipalité donne mandat à Pesca Environnement afin de procéder à une troisième étude et à des recommandations relativement à la protection des berges de la rivière Kempt, soit en amont du pont du chemin de New-Glasgow sur un terrain appartenant à M. Foryst White.

2020 - 08 - 012 Varia

L'ensemble des élus du conseil municipal n'étant pas présents, aucun point n'est ajouté à l'ordre du jour.

Résolution n° 2020 - 08 - 013 Levée de l'assemblée

À 19h05, M. Daniel Charest propose de lever la séance.
Accepté.

David Ferguson
Maire

Hervé Esch
Directeur général et secrétaire-trésorier